

Feuille de route sur le genre, la jeunesse et l'inclusion



Table des matières

Partie 1. Introduction et contexte	3
Justification : pourquoi Love Alliance met-elle l'accent sur le genre, la jeunesse et l'inclusion ?	3
Mandat : Comment la feuille de route du GYI répond-elle aux engagements mondiaux sur le VIH ?	4
Le groupe de travail Genre Jeunesse et Inclusion (GYI)	6
Partie 2 : La feuille de route de Love Alliance GYI	7
But:	7
Objectifs de la feuille de route GYI	7
Approches stratégiques	8
1. Coordination, renforcement des capacités et réflexion critique	8
2. Plaidoyer, représentation, voix et construction de mouvements :	9
3. Constituer des preuves, identifier et étendre les bonnes pratiques	11
Partie 3 : Opérationnalisation de la feuille de route	13
Domaine critique 1 : Intégrer une approche transformatrice de genre parmi les partenaires de Love Alliance.	14
Objectifs	14
Comprendre le pouvoir	15
Messages clés de plaidoyer sur GTA	19
Domaine critique 2 : Assurer l'engagement éthique et significatif des jeunes dans le travail de la Love Alliance en tant qu'engagement transversal	24
Objectifs	24
Principaux messages de plaidoyer sur MYE	26
Domaine critique 3 : contrer le mouvement anti-genre	30
Objectifs	30
Principaux messages de plaidoyer pour contrer le mouvement anti-genre	32
Annexes	37
Annexe 1 : Données mondiales sur le VIH mettant en évidence les inégalités	37
Annexe 2 : Contribution aux engagements de la Déclaration politique de 2021 sur le VIH et le sida	39



Partie 1 Introduction et contexte

Le genre, la jeunesse et l'inclusion font partie intégrante de Love Alliance, fondée sur le principe de ne laisser personne de côté pour compte . Le groupe de travail Genre, Jeunesse et Inclusion (GYI) coordonnera la mise en œuvre de l'approche sensible au genre du consortium et de son engagement en faveur d'un engagement éthique et significatif, ainsi que de la participation des jeunes populations clés, notamment les jeunes vivant avec le VIH, les jeunes travailleurs du sexe, les jeunes consommateurs et consommatrices de drogues (UD) et les jeunes LGBTQ+.

Cette feuille de route GYI vise à créer une compréhension commune et claire au sein du partenariat Love Alliance sur ce que signifient dans la pratique les approches transformatrices de genre et l'engagement et la participation éthiques et significatifs des jeunes dans leur diversité.

Son objectif est de fournir aux partenaires stratégiques de la Love Alliance un ensemble de pratiques et d'interventions pour la promotion coordonnée d'un ensemble commun de messages sur le genre, la jeunesse et l'inclusion pour traverser tous les domaines des processus programmatiques de la Love Alliance (planification, suivi, évaluation et apprentissage (PMEL), octroi de subventions, gouvernance, communication et plaidoyer).

Il s'agit également d'un outil permettant de demander des comptes au partenariat sur son engagement en faveur de la justice de genre et de l'engagement significatif des jeunes. À cette fin, la feuille de route comprend un tableau de bord qui peut être utilisé parallèlement à d'autres outils et processus PMEL pour suivre la mise en œuvre et les progrès dans ces domaines. La feuille de route est conçue comme un document interne qui peut être régulièrement consulté et mis à jour.

Justification : pourquoi Love Alliance met-elle l'accent sur le genre, la jeunesse et l'inclusion ?

La vision globale de Love Alliance est de voir un monde où la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) de tous et toutes sont protégé-es, respecté-es et réalisé-es.

Nous atteindrons cette vision en faisant progresser les objectifs suivants

1. Des mouvements de populations clés capables, inclusifs, influents et solidaires dans un espace civique sans restriction



2. Mettre fin à la violence sexuelle et sexiste, à la stigmatisation et à la discrimination à l'encontre des populations clés



3. Accès égal à des services de santé sexuelle et reproductive complets, inclusifs, centrés sur les personnes, responsables et intégrés



Ces objectifs ne pourront être atteints sans s'attaquer aux obstacles structurels, notamment les inégalités liées au genre et à l'âge, qui freinent les progrès. Les obstacles liés au genre et à l'âge sont depuis longtemps reconnus comme des facteurs de transmission du VIH et des obstacles à une réponse efficace. (Voir annexe 1 – Données mondiales sur le VIH).

Mandat : Comment la feuille de route du GYI répond-elle aux engagements mondiaux sur le VIH ?

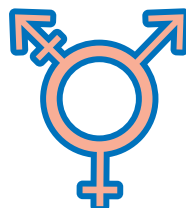
La stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 met l'accent sur l'élimination des inégalités afin de mettre fin au sida et exige explicitement des efforts pour éliminer les obstacles structurels qui créent et renforcent les inégalités à travers les objectifs sociétaux 10-10-10.

Les objectifs 10-10-10 des facilitateurs sociétaux

1. Moins de 10 % des pays disposent d'environnements juridiques et politiques qui entravent l'accès aux services liés au VIH



2. Moins de 10 % des femmes, des filles et des populations clés sont victimes d'inégalités de genre et de violences



3. Moins de 10 % des personnes vivant avec le VIH et des populations clés subissent la stigmatisation et la discrimination



La stratégie prévoit que si ces objectifs ne sont pas atteints, l'objectif de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 ne sera pas atteint. Une réponse au VIH fondée sur les droits et transformatrice en matière de genre contribue également aux Objectifs de développement durable (ODD), ainsi qu'à d'autres engagements mondiaux.

Comment Love Alliance contribue à la réalisation des ODD



Objectif 3 : Bonne santé et bien-être comprend des objectifs visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique, à garantir l'accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive et à parvenir à une couverture sanitaire universelle.



Objectif 5 : Égalité des genres et autonomisation des femmes et des filles comprend des objectifs visant à éliminer toutes les formes de violence sexuelle et sexiste, à garantir l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive et à renforcer l'environnement juridique et politique pour promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.



Objectif 10 : Réduction des inégalités au sein des pays et entre les pays comprend des cibles sur l'inclusion sociale, économique et politique et l'uniformisation des règles du jeu en supprimant les lois, les politiques et les pratiques discriminatoires afin que chacun ait un accès égal aux opportunités, aux ressources et aux résultats.



Objectif 16 : Paix, justice et institutions efficaces comprend des objectifs en matière de réduction de la violence, de promotion de l'état de droit et de l'accès à la justice, de représentation et de participation à la prise de décision, et de non-discrimination.

Dans sa conceptualisation, la Love Alliance reconnaît l'importance d'intégrer l'égalité des genres et la justice entre les sexes dans les processus et le plaidoyer du consortium, et d'intégrer un engagement significatif des jeunes pour maximiser l'inclusivité du partenariat et exploiter son potentiel pour éliminer les barrières structurelles qui font obstacle à une réponse efficace au VIH. Le modèle de programmation de la Love Alliance place les réseaux de jeunes dans une position stratégique pour obtenir des financements afin de renforcer leurs capacités et de s'engager activement dans la programmation.

Le groupe de travail Genre Jeunesse et Inclusion (GYI)

Pour superviser la mise en œuvre de ces engagements en faveur de l'égalité des genres et d'un engagement significatif des jeunes, le groupe de travail Love Alliance GYI a été créé, avec le mandat suivant des partenaires de Love Alliance :

- Articuler et comprendre le potentiel de Love Alliance pour avoir un impact en termes de genre, de jeunesse et d'inclusion
- Fournir un soutien technique dans l'application des principes d'une approche transformatrice du genre et d'un engagement significatif des jeunes dans tous les domaines du partenariat (par exemple, l'octroi de subventions, le plaidoyer, le leadership, les communications, la PMEL, etc.)
- Soutenir l'engagement des partenaires/bénéficiaires dans les espaces de plaidoyer et de politique pertinents et dans la construction de mouvements croisés en reliant le mouvement du VIH aux espaces féministes et de jeunesse, et en intégrant leurs principes, leurs pratiques et leurs visions du monde dans les nôtres
- Coordination à travers l'alliance : le groupe de travail Genre, Jeunesse et Inclusion coordonne tous les efforts avec les autres groupes de travail concernés (Plaidoyer, Octroi de subventions, PMEL) et le Conseil stratégique de l'ensemble de la Love Alliance.





La feuille de route de Love Alliance GYI

But :

La feuille de route a été élaborée par le groupe de travail Love Alliance GYI pour :

- Guider le travail du groupe de travail GYI et tenir le partenariat Love Alliance responsable de la défense de la justice de genre et de l'engagement éthique et significatif des jeunes, notamment en réfléchissant de manière critique au pouvoir au sein de leurs propres structures de travail
- Créer et promouvoir une compréhension commune et claire de ce que signifient dans la pratique les approches transformatrices de genre et l'engagement et la participation éthiques et significatifs des jeunes
- Décrire les principaux messages, outils et opportunités de plaidoyer
- Fournir un aperçu des bonnes pratiques que les partenaires et les bénéficiaires peuvent consulter.

Objectifs de la feuille de route GYI

Les objectifs spécifiques de la feuille de route s'inscrivent dans trois domaines critiques qui se recoupent et se soutiennent mutuellement et que la Love Alliance s'engage à respecter, et qui sont décrits ci-dessous.



Domaine critique 1 : Approche transformatrice de genre (GTA) :

Intégrer une approche transformatrice de genre chez les partenaires de Love Alliance



Domaine critique 2 : Engagement significatif des jeunes (MYE) :

Assurer l'engagement éthique et significatif des jeunes en tant qu'engagement transversal



Domaine critique 3 : contrer le mouvement anti-genre (CAGM) :

Comprendre l'impact et contrer l'opposition sous la forme de forces restrictives ou anti genres

Approches stratégiques

Pour atteindre les objectifs de la feuille de route dans chacun de ces domaines critiques, nous adopterons trois approches stratégiques, comme suit :

1. Coordination, renforcement des capacités et réflexion critique.

Coordonner la compréhension et la mise en œuvre d'approches transformatrices de genre et d'un engagement éthique et significatif des jeunes à travers : la réflexion critique, le renforcement des capacités, le partage des connaissances et le renforcement des processus et des interventions qui utilisent GTA et MYE.

Les actions prioritaires comprennent :

- Convoquer un groupe de travail sur le genre, la jeunesse et l'inclusion, afin de permettre une réflexion critique, un bilan et des évaluations/audits de genre ;
- Mettre en place des pôles d'apprentissage nationaux dans les pays de Love Alliance, en collaboration avec le responsable de l'apprentissage, pour coordonner la formation GTA et MYE et le partage des connaissances sur le mouvement anti-genre. L'apprentissage sera canalisé vers les bénéficiaires de subventions et les partenaires nationaux de plaidoyer. Les pôles d'apprentissage
 - Faciliter l'intersectionnalité des communautés
 - Offrir un espace sûr pour l'apprentissage
 - Permettre des connexions virtuelles aux pays
 - Offrir une plateforme d'échange et de partage de connaissances basée sur l'expertise et la pratique des partenaires
 - Permettre une connexion interrégionale entre les partenaires de plaidoyer et les leaders d'opinion pour se connecter avec les partenaires
- Coordonner l'ensemble du partenariat (par exemple par la participation à d'autres groupes de travail, groupes de travail ou collaborations spécifiques) pour fournir un soutien technique afin de renforcer la mise en œuvre des processus et interventions de GTA et MYE dans Love Alliance

Indicateurs clés de Love Alliance

- S1.2 Nombre d'organisations de la société civile et d'organisations communautaires dotées d'une capacité accrue à défendre les droits des personnes LGBTIQ+, des travailleurs du sexe et des consommateurs et consommatrices de drogues.
- M1.2 Nombre de plateformes et de mécanismes nationaux qui soutiennent la coordination, la planification et l'engagement des communautés dans les processus nationaux établis/renforcés.

2. Plaidoyer, représentation, voix et construction de mouvements :

Renforcer les interventions de Love Alliance sur les plateformes de plaidoyer pertinentes pour promouvoir l'égalité des genres et la diversité, la santé sexuelle et reproductive complète, l'engagement et le leadership des jeunes, et exploiter les opportunités de renforcement des mouvements, à travers : des activités de plaidoyer, l'octroi de subventions, l'engagement dans les forums politiques, le développement et le partage de supports de communication (campagnes, messages de plaidoyer, etc.).

Les actions prioritaires comprennent :

- Mener des analyses de genre et de diversité et/ou utiliser les données (existantes) sur le genre pour éclairer le plaidoyer. (voir encadré)
- Soutenir et promouvoir la participation, le leadership et le mentorat des jeunes, des femmes et des filles, et des populations clés dans leur diversité, y compris dans les structures de gouvernance de Love Alliance
- Coordonner les groupes de travail de plaidoyer et de communication pour soutenir et aligner les activités qui visent à lutter contre l'inégalité des genres, à promouvoir une participation significative des jeunes et à contrer le mouvement anti-genre dans toute la Love Alliance. Plus précisément :
 - Assurer la fertilisation croisée entre les différents groupes de travail (par exemple, inviter le point focal d'autres groupes de travail aux réunions de coordination du GYI ; participer aux réunions trimestrielles du groupe de travail)
 - Rejoignez des groupes de travail thématiques qui se préparent à des moments de plaidoyer spécifiques tels que Women Deliver 2023, ICASA 2023, CSW et AIDS2024
 - Soutenez le groupe de travail de plaidoyer avec les messages de plaidoyer de GTA et MYE
 - Travailler avec le groupe de travail sur les communications sur des campagnes spécifiques pour garantir que les messages GTA et MYE sont inclus et dans la collecte et l'amplification des histoires de réussite - à utiliser autour des journées internationales et lors d'événements de plaidoyer régionaux/mondiaux
 - Soutenir le groupe de travail de plaidoyer dans le suivi de l'opposition
- Soutenir la construction de mouvements transversaux en mettant en avant les droits des personnes vivant avec le VIH et des populations clés en tant que questions féministes intersectionnelles dans les espaces d'égalité des genres, de SDR et de droits des femmes, et en présentant une analyse et une approche féministes/transformatrices de genre dans les espaces VIH (par exemple, en soutenant la Women's Networking Zone lors des conférences internationales sur le sida) ; en assurant la visibilité, la représentation et le leadership des femmes vivant avec le VIH et des populations clés dans les espaces de genre et de SDR tels que CSW et Women Deliver 2023)

Analyse de genre et de diversité

Les analyses de genre et de diversité peuvent se concentrer sur les domaines suivants :

● **Contexte social et juridique relatif au pouvoir de genre :**

- Qui a le pouvoir ? Qui n'en a pas ?
- Qui est le ou la plus exposé.e aux violences basées sur le genre (VBG) ?
- L'environnement juridique et politique criminalise-t-il la population ou restreint-il la prise de décision et l'accès à la justice ?

● **Données sur la population spécifique :**

- Disposons-nous de données sur cette population spécifique, par exemple les femmes transgenres vivant avec le VIH ?
- Les travailleuses du sexe qui consomment des drogues ?
- Que nous disent les données ?

● **Normes et stéréotypes sociaux et sexistes néfastes (y compris la prévalence de la violence fondée sur le genre) :**

- Quelles sont les attentes, les rôles et les responsabilités des filles/femmes et des hommes/garçons en matière de genre ?
- Les notions de sexe et de genre sont-elles rigides/binaires ou fluides et englobent-elles tous les genres ?
- Que se passe-t-il si les gens s'écartent de ces normes et attentes culturelles ?
- Les relations entre personnes de même sexe sont-elles criminalisées ?
- Existe-t-il une loi contre le viol conjugal ?
- Dans quelle mesure la discrimination fondée sur le genre est-elle normalisée, y compris la violence contre les femmes et les filles, et les communautés de genres divers ?
- Les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) sont-elles légales et/ou largement pratiquées ? Quel est l'âge légal du mariage ?

● **Obstacles liés au genre dans l'accès aux services :**

- Les filles/femmes, les garçons/hommes, les jeunes et les adultes de diverses identités de genre ont-ils accès à des services conviviaux, compétents, abordables et de bonne qualité ?
- Font-ils partie des services traditionnels ou sont-ils fournis par des organisations communautaires et des ONG ?
- Qu'est-ce qui empêche ces populations d'accéder aux services de santé sexuelle et reproductive ?

● **Visibilité, participation et leadership au sein de la population spécifique :**

- Quelles populations ont la plus grande visibilité, la plus grande participation et le plus grand leadership dans les espaces de prise de décision qui affectent leur vie ?
- Quelle est la capacité des réseaux et organisations dirigés par des femmes, des jeunes ou des populations clés ?
- Est-il sûr pour les individus de communautés spécifiques d'être vus et entendus et de se représenter eux-mêmes ou elles-mêmes et leurs communautés ?

● **Questions intersectionnelles :**

- Comment l'âge, la sexualité, le lieu, la race/l'ethnicité, la pauvreté et le handicap interagissent-ils avec le genre ?
- Comment cette interaction affecte-t-elle les différents niveaux de stigmatisation, de discrimination ou de marginalisation vécus par les communautés ?

Sources de données utiles :

- [Évaluations de genre du VIH de l'ONUSIDA](#)
- Fiches d'information nationales de l'ONUSIDA
- Direction du développement social [Analyses GIPP](#) (Genre, inclusion, pouvoir et politique)
- [Rapports sur l'indice de stigmatisation](#)
- Consultations communautaires / recherche menée par la communauté
- Connaissances communautaires
- Données du programme (par exemple DREAMS)

Indicateurs clés de Love Alliance

- M1.1 Les mouvements de populations clés ont des dirigeants ou dirigeantes diversifiés, y compris des dirigeants ou dirigeantes de la prochaine génération
- M3.1 Réduire la discrimination fondée sur le genre, remettre en question les normes de genre néfastes et la violence envers les femmes, les personnes trans et intersexuées et les jeunes dans toute leur diversité.
- M4.2 Les personnes LGBTQ+, les travailleurs du sexe et les consommateurs ou consommatrices de drogues injectables plaident en faveur de lois et de politiques inclusives (pour l'égalité des genres et les populations clés)

3. Construire des preuves, identifier et étendre les bonnes pratiques

Documenter la nécessité et l'utilisation réussie d'approches transformatrices de genre et d'un engagement et d'une participation significatifs des jeunes au sein de la Love Alliance. Renforcer les capacités en matière de stratégies efficaces de communication et de génération d'informations. Nous y parviendrons en : documentant les bonnes pratiques et l'apprentissage, le suivi et l'évaluation, la production de rapports, la collecte de preuves dans des domaines spécifiques et la consultation.

Les actions prioritaires comprennent :

- Documenter la mise en œuvre de la feuille de route GYI à travers le développement et la mise en œuvre de la fiche d'évaluation GYI (avec le soutien du groupe de travail PMEL)
- Travailler avec le groupe de travail sur les communications pour soutenir le plaidoyer, la création de mouvements et la mobilisation des ressources à travers :
 - Partager des histoires de réussite et des études de cas,
 - Élaborer des messages de plaidoyer et de campagne clairs, concis et accessibles, et Amplifier l'apprentissage grâce aux médias sociaux, aux événements et aux publications
- Travailler avec le groupe de travail PMEL pour garantir que les rapports annuels, les examens à mi-parcours et les évaluations finales incluent une perspective GYI, à travers :
 - L'articulation des questions d'apprentissage critiques
 - Intégration du tableau de bord GYI dans les évaluations de programmes de Love Alliance
 - Assurer l'engagement des jeunes dans leur diversité et des populations clés dans les processus PMEL
- Consulter les partenaires et les bénéficiaires de Love Alliance pour éclairer la priorisation et l'établissement de l'ordre du jour

Indicateurs clés de Love Alliance

- Les personnes LGBTI+, les travailleurs du sexe et les personnes consommant des drogues utilisent efficacement les mécanismes de responsabilisation en matière de SDR.
- L3.2 Un financement adéquat est alloué à la réponse au VIH et soutient les communautés



Partie 3

Opérationnalisation de la feuille de route

Cette section examine plus en détail chacun des trois domaines critiques de la feuille de route. Elle comprend également des messages clés de plaidoyer, des activités prioritaires, des moyens et des moments pour atteindre les objectifs de chaque domaine, ainsi que des exemples de bonnes pratiques ou d'expertise des partenaires du groupe de travail GYI et des ressources clés.

Principes directeurs pour les jeunes en matière de genre et d'inclusion dans la Love Alliance

- Au minimum, tout notre travail est sensible au genre (sensible, responsabilisant ou transformateur)
- Nous promouvons le leadership des jeunes dans leur diversité
- Nous partageons le pouvoir et remettons en question les structures de pouvoir inévitables au sein et à l'extérieur de nos propres organisations
- Notre travail utilise une approche intersectionnelle des vulnérabilités
- Nous travaillons en collaboration avec des organisations, des réseaux, des régions et des espaces pour éliminer les cloisonnements et créer du mouvement.
- Nous ne compterons pas sur le volontarisme, notamment des jeunes : les jeunes représentés dans les structures de gouvernance de Love Alliance seront rémunérés équitablement pour le travail qu'ils accomplissent.



Domaine critique 1 : Approche transformatrice de genre (GTA) :

Intégrer une approche transformatrice de genre chez les partenaires de Love Alliance



Domaine critique 2 : Engagement significatif des jeunes (MYE) :

Assurer l'engagement éthique et significatif des jeunes en tant qu'engagement transversal



Domaine critique 3 : contrer le mouvement anti-genre (CAGM) :

Comprendre l'impact et contrer l'opposition sous la forme de forces restrictives ou anti genres

Domaine critique 1 : Intégrer une approche transformatrice de genre parmi les partenaires de Love Alliance



Objectifs

Dans ce domaine critique, la feuille de route du GYI aidera les partenaires de la Love Alliance à :

- Assurer l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble du partenariat Love Alliance afin de s'attaquer aux intersectionnalités conduisant à un fardeau exacerbé de stigmatisation/discrimination (par exemple, les femmes qui consomment des drogues).
- Soutenir un plaidoyer transformateur en matière de genre au niveau mondial pour un accès équitable à des services de lutte contre le VIH et les droits sexuels et reproductifs inclusifs, centrés sur les personnes et complets.

La Love Alliance s'efforce d'intégrer la dimension de genre à tous les niveaux du partenariat et à toutes les étapes du cycle de programmation, en appliquant des approches transformatrices de genre qui sont inclusives et utilisent une perspective intersectionnelle.

La justice de genre est un concept qui transcende la seule égalité. C'est l'idée que tous les services, opportunités et établissements sont ouverts à tous et toutes et que les stéréotypes masculins et féminins ne définissent pas les rôles et les attentes de la société. Dans un système patriarcal, le genre est défini en termes binaires et la dynamique du pouvoir de genre est largement définie en termes de relations sociales entre hommes et femmes. Cependant, il est important de regarder au-delà du binaire et de ne pas effacer les identités qui ne sont pas conformes aux notions traditionnelles de masculinité ou de féminité sous l'égide de la communauté LGBTQ+, et en particulier au sein de la communauté transgenre.

Les normes de genre néfastes et les inégalités entre les sexes affectent tout le monde et les efforts pour les contrer, ainsi que la violence sexuelle et sexiste sous toutes ses formes, sont une lutte commune dans laquelle les communautés de Love Alliance unissent leurs efforts. Nous reconnaissons que différents groupes subissent différents types et niveaux d'oppression en fonction d'une série de facteurs, notamment le sexe, l'âge et l'orientation sexuelle. Plutôt que de se concentrer sur ce qui nous différencie, Love Alliance cherche à unifier la voix des personnes qui consomment des drogues, des personnes LGBTQ+, des travailleurs du sexe et des jeunes dans leur diversité en action pour transformer les luttes communes, renforcer la solidarité entre les mouvements et lutter contre la marginalisation sous toutes ses formes.

Qu'entendons-nous par une approche transformatrice de genre ?

Une approche transformatrice de genre (ATG) reconnaît le genre comme un système prescrit de normes, de rôles et de relations qui nous affecte tous et toutes : hommes et garçons, femmes et filles et individus non conformes au genre. Les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre en particulier peuvent être affectées négativement par les normes patriarcales et les inégalités de pouvoir liées au genre qui privilégient les hommes cisgenres, la blancheur et l'hétérosexualité. C'est particulièrement le cas lorsque les rôles ou les attentes liés au genre recoupent d'autres aspects de l'identité, tels que l'âge, le handicap, la race et l'ethnicité, l'identité et l'expression de genre et la sexualité.

Comprendre le pouvoir

Au cœur de la mise en œuvre d'une approche transformatrice de genre se trouve une compréhension du pouvoir de genre à tous les niveaux afin de remettre en question et de changer les normes patriarcales, et une intention de révéler et de remettre en question les déséquilibres de pouvoir, qu'ils soient fondés sur le genre, la race, l'âge, la sexualité ou la géographie. Le mandat du groupe de travail GYI est d'examiner de manière critique les relations de pouvoir aux niveaux individuel/interpersonnel, organisationnel/institutionnel et sociétal. Le cadre analytique illustré ci-dessous a été adapté du [Genre au travail](#) par le Partenariat pour inspirer, transformer et connecter la réponse au VIH (PITCH).¹

En utilisant ce cadre, nous pouvons examiner les relations de pouvoir en utilisant une approche féministe et intersectionnelle, dans 5 domaines/dimensions :



Dimension 1 : Examiner la manière dont le pouvoir est distribué et détenu au sein de nos propres organisations et partenariats



Dimension 2 : Examiner le pouvoir dans la sphère interpersonnelle informelle. Cela signifie explorer nos propres biais individuels (conscients ou inconscients), ainsi que la manière dont ces biais jouent dans nos pratiques et nos relations



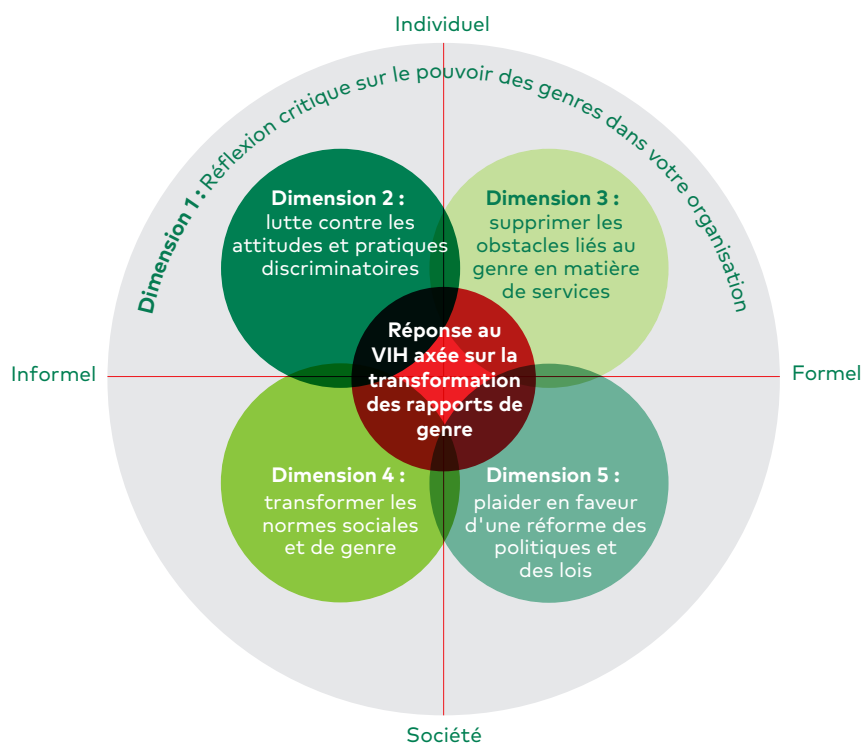
Dimension 3 : Examiner comment la discrimination fondée sur le sexe et l'âge crée des obstacles à l'accès aux ressources publiques et privées, telles que les soins de santé, l'éducation et d'autres biens et ressources



Dimension 4 : Explorer les constructions sociales autour du genre, de la sexualité, de l'âge et de la race (entre autres) pour comprendre comment le pouvoir est érodé par l'adhésion et la non-adhésion aux normes sociales et de genre qui s'expriment dans les pratiques et croyances culturelles et traditionnelles



Dimension 5 : Analyser et remettre en question la codification formelle de l'inégalité par les lois, les politiques, les allocations de ressources et les systèmes (par exemple le système judiciaire)



Que faut-il pour parvenir à une réponse au VIH transformatrice en termes de genre ? - Frontline AIDS : (www.frontlineaids.org/wp-content/uploads/2020/10/Pitch-Gender-Guide-FINAL.pdf)

Ce cadre peut être utilisé par les partenaires de Love Alliance comme un outil d'orientation pour l'analyse contextuelle, la planification, la mise en œuvre et la mesure du changement dans chacune des cinq dimensions. Bien qu'il ne soit souvent pas possible pour une organisation ou une entité de travailler sur les cinq dimensions, en tant qu'Alliance, nous cherchons à déplacer le pouvoir au sein de chacune d'elles. Lorsque nous planifions et réfléchissons de manière critique à notre travail, il est utile de cartographier nos activités par rapport à ces cinq domaines, d'identifier les lacunes ou de tendre vers de nouveaux horizons.

Comment faisons-nous cela ?

Le continuum de la sensibilité au genre peut aider à situer les interventions sur un spectre allant de la non-sensibilité au genre à la prise en compte du genre et à différents degrés de réactivité conduisant à des résultats plus ou moins équitables. Un certain nombre d'outils sont disponibles pour soutenir cette analyse (voir l'encadré des ressources ci-dessous). Les facteurs communs inclus dans une approche transformatrice du genre comprennent :

- Appliquer une réflexion critique pour examiner la manière dont nous détenons et distribuons le pouvoir au niveau individuel et organisationnel (en nous examinant nous-mêmes, nos organisations et nos partenariats)
- Analyser le pouvoir de genre - en examinant les normes et attentes sociales et de genre et les structures qui les maintiennent - à travers différentes dimensions de la matrice de pouvoir genrée ci-dessus
- Examiner comment le genre interagit avec d'autres facteurs de vulnérabilité et/ou de marginalisation

- En utilisant une approche participative et en ancrant les interventions dans les réalités vécues, les besoins et les priorités des communautés affectées
- Autonomiser les femmes, les filles et les individus non binaires/transgenres dans leur diversité, soutenir et reconnaître leur leadership
- Impliquer les hommes et les garçons dans leur diversité en adoptant des approches communautaires globales pour changer les normes de genre néfastes, tout en garantissant la responsabilité envers les femmes, les filles et les communautés de genre non binaires/trans diverses
- Promouvoir un programme complet de santé sexuelle et reproductive, y compris la prévention et la lutte contre la violence sexuelle et sexiste sous toutes ses formes, et promouvoir une éducation sexuelle complète
- Remédier à la pénurie chronique de financement pour les organisations et réseaux dirigés par des femmes, des jeunes et des personnes LGBTIQ+ en élaborant et en appliquant des principes de financement féministes.

Dans un programme qui est	
Aveugle au genre	Nous ne reconnaissons pas, intentionnellement ou non, le rôle du genre. Nous ne causons pas nécessairement du tort, mais nous pouvons soutenir directement ou indirectement le statu quo.
L'exploitation du genre	Nous profitons des normes sociales ou de genre rigides et des déséquilibres de pouvoir existants. Cela cause du tort.
Sensible au genre	Nous visons à répondre aux besoins pratiques et aux vulnérabilités des différents genres dans le cadre du processus. Cela peut impliquer une consultation et une approche inclusive pour s'assurer que la voix de chacun et chacune est entendue.
Stratégie en matière de genre/ autonomisation	Nous abordons explicitement les questions stratégiques de genre. Nous donnons aux individus les moyens de faire des choix actifs et nous développons l'accès à l'information, la sensibilisation aux droits et les voies de la responsabilité.
La transformation du genre	Nous nous attaquons aux structures de pouvoir plus larges qui sous-tendent l'inégalité entre les hommes et les femmes. Souvent par le biais d'actions collectives, menées par les communautés, et en influençant l'environnement favorable.



Extrait de :
Frontline AIDS
Guide de bonnes
pratiques sur
l'approche
transformatrice
de genre dans la
programmation
et le plaidoyer en
faveur du VIH -
adapté de STAR
Ghana/SDD

Si un programme sensible au genre vise en fin de compte à garantir des résultats équitables en termes d'accès aux services et aux ressources, une approche transformatrice en matière de genre va au-delà. Elle vise à déraciner et à éradiquer les structures sociales et juridiques qui créent des obstacles liés au genre dans l'accès aux services et aux ressources.

Les résultats attendus ou souhaités d'un programme de transformation du genre qui peuvent être utilisés comme référence pour guider la planification, le suivi et l'évaluation des programmes peuvent inclure (entre autres) :²

- Changements dans la division du travail selon le sexe et réduction de la charge de travail pour les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre.
- Accès et contrôle accrus aux ressources pour les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre par rapport aux hommes (y compris une mobilité accrue).
- Accès et contrôle accrus aux avantages des activités de son propre projet/ programme (y compris une mobilité accrue) pour les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre.
- Influence accrue dans la prise de décision au niveau du ménage, de la communauté et de la société pour les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre (par rapport aux hommes).
- Renforcement des capacités organisationnelles des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre, et représentation des intérêts des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre dans les organisations dirigées par ces groupes et dans les organisations mixtes.
- Augmentation de l'estime de soi des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre et changements positifs dans les perceptions sociales des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre.
- Diminution de la violence à l'égard des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre (y compris la mobilité sûre).
- Autodétermination accrue des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre sur leur bien-être, leur corps, leur reproduction et leur sexualité.

En outre, une approche transformatrice en matière de genre sera adaptée aux différents effets de l'inégalité entre les genres sur les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre ayant des identités croisées, par exemple les mères qui consomment des drogues ou les femmes transgenres qui travaillent dans le secteur du sexe. Cela peut nécessiter d'adapter les approches pour garantir que les résultats souhaités soient atteints par les groupes qui subissent des niveaux multiples et superposés de discrimination, de marginalisation et de violence.

La langue est importante

La Love Alliance comprend le pouvoir du langage et utilise un langage et des approches inclusives pour les personnes trans*. Nous incluons les organisations (de jeunesse) dirigées par des personnes trans* dans nos programmes de subventions et de renforcement des capacités, compte tenu des disparités.

UHAI EASHRI (www.uhai-eashri.org) a 13 ans d'expérience et une expertise considérable en matière de soutien à l'organisation et à la construction de mouvements avec les personnes LGBTQ+ et les travailleurs du sexe dans leurs diversités. En tant que fonds d'apprentissage, nous souhaitons un plus grand impact à travers les âges et restons ouverts à en apprendre davantage. L'UHAI continue d'appliquer une approche transformatrice de genre dans son travail. Dans ce nouveau plan stratégique, dirigé et informé par nos mouvements et en accord avec notre politique d'écoute et d'apprentissage actif, nous faisons délibérément évoluer

notre langage pour définir les personnes qui s'identifient à des identités au-delà des binaires de genre (homme-femme), a ouvert la voie au développement d'un langage inclusif trans* :

Le terme « *non-conforme au genre* » est souvent utilisé pour décrire une gamme d'identités transgenres ainsi que des personnes ayant des orientations sexuelles diverses. Cependant, cela dénote une normalisation du système de genre binaire (homme-femme) et décrire des personnes qui existent au-delà de ce binaire ne fait que les ostraciser et les aliéner davantage. Le terme « *conformation* » utilisé à l'origine dans le terme « non-conformité au genre » fait référence à une norme à laquelle il faut souscrire et à laquelle il faut aspirer pour être considéré comme normal et accepté, et à cet égard, il affirme la normalité aux dépens de nos personnes non binaires, ce qui va à l'encontre de nos principes d'autodétermination.

C'est pourquoi l'UHA adopte le terme « *trans divers* », reconnaissant l'hétérogénéité des identités trans au-delà des optiques binaires (hommes trans-femmes trans). Même dans notre insistance à continuer de définir le genre, nous reconnaissons que le genre n'est pas un terme qui a été développé en pensant à nos communautés et qu'il a été et continue d'être utilisé comme une arme pour soutenir l'exclusion et la stigmatisation de nos communautés.



Messages clés de plaidoyer sur GTA

Pourquoi la lutte contre l'inégalité des genres est-elle importante dans le contexte du VIH et de la SDSR ?

1. Les adolescentes et les jeunes femmes, les femmes des populations clés et les personnes LGBTIQ+ continuent d'être touchées de manière disproportionnée par le VIH.
2. L'inégalité entre les sexes et les normes et pratiques sexistes néfastes constituent un obstacle à la réalisation de la santé et des droits sexuels et reproductifs, y compris la prévention, le traitement et les soins du VIH.
3. La violence sexuelle et sexiste augmente jusqu'à 50 % la probabilité de contracter le VIH et fait obstacle à l'accès aux services de prévention, de traitement et de soins du VIH et à d'autres services de santé sexuelle et reproductive. Une femme sur trois subit des violences sexistes de la part de son partenaire/conjoint ou d'un partenaire non sexuel au cours de sa vie, et ce chiffre peut être encore plus élevé pour les femmes qui consomment des drogues, les travailleuses du sexe, les lesbiennes, les bisexuelles ou les personnes transgenres.
4. La Stratégie mondiale de lutte contre le sida s'engage à réduire à moins de 10 % d'ici 2025 le nombre de femmes, de filles et de personnes issues des populations clés victimes de discrimination ou de violence fondée sur le sexe. Il s'agit de l'un des trois nouveaux objectifs de « facilitation sociétale » qui visent à éliminer les obstacles liés au genre et aux droits de l'homme en matière de prévention, de traitement et de soins du VIH.



Considérations clés

5. Les communautés LGBTQ+, les travailleurs du sexe et les personnes qui consomment des drogues sont marginalisées dans la Déclaration politique de 2021 sur le VIH, qui ne reconnaît ni l'impact du VIH sur les hommes homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les femmes transgenres, les travailleurs du sexe et les personnes qui consomment des drogues, ni leur contribution à la réponse au VIH. La plupart des programmes « genre » dans la réponse au VIH fonctionnent encore selon une logique binaire de genre qui peut se résumer ainsi : « Les hommes et les garçons contrôlent le corps des femmes et des filles. » Bien que des données puissent étayer cette affirmation, nous avons besoin d'une compréhension plus nuancée et plus fluide du genre, de l'intersectionnalité et des droits humains, pour pouvoir soutenir le travail des individus et des communautés dans tous les domaines du spectre du genre.
6. La société civile des femmes et l'activisme féministe sont des facteurs essentiels pour prévenir et lutter contre la violence fondée sur le genre et les normes de genre néfastes. Il existe un nombre croissant de preuves en faveur d'une approche féministe, transformatrice de genre et intersectionnelle pour répondre à ces questions ; par exemple, une recherche menée par le Population Council en 2013.³
7. Il est essentiel d'impliquer les hommes et les garçons dans leur diversité en tant que partenaires et alliés dans les programmes et le plaidoyer visant à transformer les questions de genre. Il est toutefois important que les acteurs masculins reconnaissent la dynamique de pouvoir que leur engagement entraîne, et qu'ils soient disposés et capables de réfléchir de manière critique à leur propre pouvoir et à leurs privilèges. Les programmes d'engagement masculin doivent rendre des comptes aux femmes, aux filles et aux communautés de diverses identités de genre par le biais de cadres et de processus de gouvernance et de PMEL qui prévoient une représentation au moins égale et un engagement significatif des femmes, des filles et des communautés de diverses identités de genre dans leur diversité.
8. Les normes et instruments relatifs aux droits de l'homme liés à l'égalité des genres et à la santé sexuelle et reproductive, tels que la CEDAW, la CIPD et la Déclaration de Beijing, sont intégrés et dérivés de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1996) et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966). Le Programme d'action de Beijing établit le cadre le plus complet en matière de droits des femmes et d'égalité des genres. Pourtant, plus de 25 ans après Pékin, les inégalités entre les sexes, y compris les violences sexuelles et sexistes, touchent toujours les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre dans toute leur diversité, dans tous les pays du monde.



Ce que nous voulons/avons besoin

9. Nous avons besoin d'une éducation sexuelle complète qui mette l'accent sur le genre, la sexualité et le pouvoir, et qui soit dispensée à l'école et en dehors. Les jeunes doivent avoir les connaissances et la capacité de décider si, quand, avec qui et comment avoir des relations sexuelles, se marier et avoir des enfants en toute sécurité. Il a été démontré que l'ECS qui inclut ces éléments est plus efficace pour réduire le VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles que celles qui n'en incluent pas.⁴
10. Nous avons besoin d'un financement de base à long terme pour les organisations de défense des droits des femmes, des filles et des LGBTIQ+ afin de soutenir un leadership communautaire efficace et une société civile forte et responsable. Les organisations dirigées par des femmes, des populations clés et d'autres organisations au service de la communauté sont notoirement sous-financées, le financement étant le plus souvent basé sur des projets. Les restrictions imposées par les donateurs rendent très difficile l'éligibilité des petites organisations locales au financement, tandis que les coûts administratifs associés à la fois à l'enregistrement en tant qu'entité juridique et à la gestion/à la déclaration des subventions peuvent épuiser les organisations dirigées par la communauté.

L'application des principes féministes dans l'octroi des subventions, notamment la flexibilité, le financement de base, le financement basé sur la confiance et les mécanismes de financement participatif, avec des charges de déclaration gérables, permet aux petits réseaux et organisations de défendre les droits humains et les approches transformatrices de genre.⁵

Véhicules clés

- Formation Genre / GTA, via les pôles d'apprentissage Love Alliance
- Collaboration avec / soutien à d'autres groupes de travail sur GTA
- Audit/évaluation et bilan de genre
- Critères et principes d'octroi de subventions féministes
- Documentation des réussites et des stratégies (par exemple sur : l'octroi de subventions féministes, l'utilisation/le développement d'un langage inclusif en matière de genre), en collaboration avec les groupes de travail sur les communications et les subventions

Principales opportunités de plaidoyer

- CSW (annuel)
- Rapports CEDAW
- Les femmes accouchent
- Fenêtres NFM du Fonds mondial en 2023
- 16 jours d'activisme contre la violence sexiste
- Journées internationales : Journée internationale des femmes ; IDAHOBIT ; Journée internationale de la fille ; Journée des droits des travailleuses du sexe, etc.



Exemples de bonnes pratiques des partenaires de Love Alliance

GALZ (galz.org) a élaboré une politique de genre, d'équité, de diversité et d'inclusion (GEDI) qui parle d'intégration et d'inclusion du genre. L'organisation essaie toujours de mettre pleinement en œuvre cette politique pour garantir qu'il existe une programmation sensible au genre et inclusive pour les jeunes au sein de l'organisation.

GALZs'efforce de sensibiliser et d'informer les parties prenantes sur la SOGIESC par le biais de formations de renforcement des capacités. Les formations SOGIESC comprennent la remise en question des normes néfastes, de la violence basée sur le genre et la promotion de l'autonomie corporelle. La sensibilisation des parties prenantes se fait par

1. Des engagements médiatiques
2. Des formations avec différentes parties prenantes telles que les chefs religieux, les décideurs politiques et les législateurs
3. La documentation des violations des droits de l'homme pour le rapport annuel des violations de GALZ qui est utilisé à des fins de plaidoyer.

UHA1 : donateur, Afrique de l'Est. Focus sur 7 pays : Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Burundi, Éthiopie, RDC (www.uhai-eashri.org). Créée en 2008 avec pour objectif l'octroi de subventions intersectionnelles pour soutenir les personnes LGBTIQ+ et les travailleurs du sexe dans leur diversité, l'UHA1 s'identifie comme un bailleur de fonds féministe. La plupart des employés de l'UHA1 sont des militants et sont issus des populations cibles. Le modèle d'octroi de subventions de l'UHA1 est basé sur des principes féministes et utilise une approche participative. Leur comité de subventions par les pairs (PGC) se réunit une fois par an pour convenir de subventions de soutien générales pluriannuelles qui offrent plus de flexibilité (ayant abandonné les subventions spécifiques à des projets pendant la COVID).

Les demandes de financement stratégiques et d'opportunités de plus petite taille et à court terme - par exemple, le soutien pour assister à une conférence pour accroître la représentation/visibilité des populations clés - sont décidées par le secrétariat. L'UHA1 accorde environ 140 subventions, dont la moitié est actuellement couverte par Love Alliance. Le plaidoyer et la création de mouvements sont inhérents à l'octroi de subventions de l'UHA1, et ils sont également impliqués dans le plaidoyer et la création de mouvements eux-mêmes, ainsi que dans la convocation des populations clés et des parties prenantes concernées au Kenya, en Ouganda et au Burundi pour construire un mouvement.



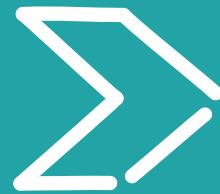
Ressources pour la mise en œuvre d'une approche transformatrice de genre dans la programmation et le plaidoyer en matière de VIH et de SDR.

- Fonds d'aide au développement (2020) La vue d'ensemble [La vue d'ensemble | Aidsfonds.org](https://aidsfonds.org/fr/la-vue-d-ensemble)
- Frontline AIDS (2021) Approches transformatrices de genre face au VIH - Guide de bonnes pratiques [Approches transformatrices de genre face au VIH - Guide de bonnes pratiques - Frontline AIDS : Frontline AIDS](#) et manuel de l'animateur [Approches transformatrices de genre dans les programmes de lutte contre le VIH - Manuel du facilitateur - Frontline AIDS : Frontline AIDS](#)
- Rutgers (2019) Boîte à outils pour une approche transformatrice de genre [Boîte à outils pour une approche transformatrice de genre Module 1 - Rutgers](#). La boîte à outils comprend cinq modules qui explorent les composantes interdépendantes de l'ATG et du modèle socio-écologique : l'éducation sexuelle complète, les services adaptés aux jeunes, le plaidoyer et l'ATG au niveau organisationnel/institutionnel.

References

1. [Que faut-il pour parvenir à une réponse au VIH transformatrice en termes de genre ? - Frontline AIDS](#) : Frontline AIDS
2. Adapté de Aidsfonds (2020) [La vue d'ensemble](#)
3. Weldon, SL, et Htun, M (2013) « Mobilisation féministe et changement de politique progressiste : pourquoi les gouvernements agissent pour lutter contre la violence à l'égard des femmes », Genre et Développement, 21 (2), 231-247.
4. Haberland, N. (2015) « Plaidoyer pour une prise en compte du genre et du pouvoir dans l'éducation sexuelle et au VIH : un examen complet des études d'évaluation », Int Perspect Sex Reprod Health, 41 (1) : 31-42.
5. Voir pour référence
 - <https://aidsfonds.org/news/new-study-funding-for-key-populations-affected-by-hiv-and-aids-way-off-track>
 - <https://www.mamacash.org/resources/report-moving-more-money-to-the-drivers-of-change/>
 - <https://www.mamacash.org/en/report-vibrant-yet-under-resourced>
 - <https://youngfeministfund.org/a-look-into-fridas-participatory-grantmaking-model-resourcing-connections-reflections-on-feminist-participatory-grantmaking-practice/>

Domaine critique 2 : Assurer l'engagement éthique et significatif des jeunes dans le travail de la Love Alliance en tant qu'engagement transversal



Objectifs

Dans ce domaine critique, la feuille de route du GYI aidera les partenaires de la Love Alliance à :

- Promouvoir et être des modèles de leadership et d'engagement des jeunes ; aborder et remettre en question la non-inclusion des jeunes dans les espaces où se déroule toute prise de décision les concernant ;
- Assurer une participation significative de jeunes de divers horizons à tous les niveaux du partenariat

Qu'entendons-nous par engagement éthique et significatif des jeunes ?

L'engagement éthique et significatif des jeunes dans le contexte du VIH s'appuie sur le principe de la plus grande implication des personnes vivant avec le VIH et le sida (GIPA) formulé par l'ONUSIDA lors du Sommet de Paris sur le sida en 1994. Le principe GIPA reconnaît le droit des personnes vivant avec le VIH et le sida à être impliquées dans toutes les prises de décisions qui affectent leur vie et, à ce titre, à être des acteurs et actrices clés dans l'élaboration de la réponse mondiale au sida : « Rien sur nous sans nous ».

Au fur et à mesure de l'évolution de la réponse mondiale au sida, le GIPA a été défini et affiné – par les communautés de personnes vivant avec le VIH et affectées par le virus – pour garantir que l'implication soit significative, éthique, fondée sur les droits, qu'elle intègre les personnes vivant avec le VIH dans toute leur diversité, qu'elle soit sensible au genre et qu'elle s'intègre aux identités marginalisées qui se chevauchent. Il a été la pierre angulaire des efforts d'engagement communautaire et de plaidoyer tels que le cadre de santé positive, de dignité et de prévention et l'indice de stigmatisation.

Jusqu'à une époque récente, la participation des jeunes à la lutte contre le VIH a continué d'être marginalisée, malgré l'impact disproportionné du VIH sur les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (surtout en Afrique

subsaharienne), en raison de l'intersection des discriminations liées au sexe et à l'âge. Malgré cela, les jeunes – en particulier les jeunes femmes et les jeunes issus de communautés marginalisées – ont été largement absentes des espaces de prise de décision, et souvent, lorsqu'ils y sont présents, c'est de manière symbolique, par exemple pour partager un « témoignage » ou cocher une case. Les jeunes sont souvent invités à des espaces de prise de décision à la dernière minute, et n'ont peut-être pas participé aux consultations qui ont précédé l'événement. Ils peuvent avoir moins de ressources personnelles sur lesquelles s'appuyer, et leur simple participation aux espaces de plaidoyer peut leur causer du tort ou les mettre en danger physiquement, émotionnellement et financièrement.

Y+ Global a élaboré une boîte à outils basée sur les préoccupations prioritaires des jeunes vivant avec le VIH qui travaillent comme militants ou militantes, défenseurs ou défenseuses, chercheurs ou chercheuses, stagiaires et employés-es. La boîte à outils est basée sur la mise en œuvre de 7 priorités identifiées :

1. Assurer la sécurité des jeunes
2. Valoriser la contribution des jeunes
3. Assurer une représentation diversifiée des jeunes
4. Fournir un soutien
5. Construire des partenariats positifs entre jeunes et adultes
6. Investir dans la durabilité des organisations dirigées par des jeunes
7. Promouvoir une plus grande responsabilité envers les jeunes

Pour garantir que les organisations dirigées par des personnes qui consomment des drogues, des personnes LGBTIQ+ et des travailleurs du sexe deviennent plus inclusives envers les jeunes, et pour garantir que l'engagement des jeunes dans les processus d'élaboration des politiques et la prise de décision augmente, la Love Alliance s'associe à des organisations dirigées par des jeunes, des réseaux des personnes vivant avec le VIH comme Y+ Global, afin que leurs jeunes défenseurs ou défenseuses unissent leurs forces et encadrent les (jeunes) défenseurs ou défenseuses des organisations et mouvements qui sont dirigé par des personnes qui consomment des drogues, des personnes LGBTIQ+ et des travailleurs du sexe, et stimuler la création de mouvements de jeunesse intercommunautaires et inclusifs.

La catégorie des « jeunes » comprend différentes catégories d'âge. Bien que tous les partenaires de l'alliance travaillent avec des jeunes de 18 ans et plus, alors que lorsque nous travaillons avec des jeunes de moins de 18 ans, nous devons être prudents. Les lois et réglementations qui empêchent l'inclusion ou la prestation de services aux jeunes, ainsi que la probabilité de réactions négatives (accusations de sollicitation de jeunes pour vendre des services sexuels ou de les inciter à « devenir gays » ou à consommer de la drogue) rendent le travail avec des mineurs risqué, voire impossible dans la plupart des contextes, en particulier pour les organisations dirigées par des personnes LGBTIQ+, des personnes qui consomment des drogues et des travailleurs du sexe. Nous incluons les mineurs dans notre travail lorsque cela est pertinent et possible, par exemple en travaillant directement avec des organisations dirigées par des jeunes et en collaborant avec d'autres partenariats de SDSR axés sur les jeunes.



Principaux messages de plaidoyer sur MYE

Pourquoi c'est important

1. Pourtant, les jeunes – en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, les jeunes LGBTIQ+, les jeunes consommateurs ou consommatrices de drogues et les jeunes travailleurs du sexe – sont systématiquement exclus des espaces de décision où se prennent les décisions concernant leur vie. Cela doit changer.
2. Les adolescentes et les jeunes femmes sont touchées de manière disproportionnée par le VIH. En 2020, 6 jeunes sur 7 âgés de 15 à 19 ans nouvellement infectés par le VIH en Afrique subsaharienne étaient des filles.⁶
3. Les jeunes n'ont pas les connaissances ni les moyens de se protéger du VIH ou de bien vivre avec le virus. Les connaissances précises sur la prévention du VIH parmi les jeunes sont inacceptablement faibles : seulement un sur trois.⁷ En conséquence, les jeunes sont toujours exposés au risque de contracter le VIH. En 2019, 2 personnes sur 7 ayant contracté le VIH dans le monde étaient des jeunes âgés de 15 à 24 ans.⁸ En outre, la mortalité liée au VIH est plus élevée chez les jeunes que dans les autres groupes. Nous avons besoin de plus d'informations sur la prévention, le traitement (y compris le VIH/SIDA) et nos droits.

Considérations clés

4. Les organisations qui mobilisent les jeunes ont le devoir de protéger les droits des jeunes, y compris leur droit d'être entendus. La participation à des programmes politiques et de plaidoyer peut exposer les jeunes à des risques financiers, émotionnels et physiques.
5. Les normes sociales et de genre, les lois et politiques relatives à l'âge du consentement et le manque d'éducation sexuelle complète font obstacle à cette évolution. Des adolescents et des jeunes à prendre conscience de leur santé et de leurs droits sexuels et reproductifs, y compris la prévention, le traitement et les soins du VIH.



Ce que nous voulons/avons besoin

6. Nous voulons un investissement durable dans les organisations dirigées et au service des jeunes renforcer les capacités des jeunes dans leur diversité en matière de plaidoyer, de leadership et de mentorat et assurer leur engagement éthique et significatif
7. Impliquez-nous. Nous avons l'expérience, les connaissances et la perspicacité nécessaires pour savoir ce dont ils ont besoin et pour conduire le changement. Notre engagement est essentiel pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs, réduire les taux de transmission du VIH, améliorer la qualité de vie et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris le traitement du VIH pour les jeunes vivant avec le VIH, avec des modèles de soins éclairés par leurs valeurs et leurs préférences.
8. Nous voulons avoir accès à des programmes d'éducation sexuelle complets, de qualité, adaptés au genre et à l'âge, à l'école et en dehors de l'école, pour se protéger du VIH et réaliser leurs droits en matière de santé et de sexualité et de droits connexes.
9. Les jeunes sont divers. Il n'existe pas de solution unique qui nous convienne à tous et toutes. Nous voulons des programmes sur mesure qui reflètent notre diversité et nous nous voyons représentés dans toute notre diversité.
10. Nous comptons, valorisez-nous est une boîte à outils conçue par et pour les jeunes... Utilisez-la.

Véhicules clés

- Renforcement des capacités en matière d'éducation à la jeunesse grâce aux pôles d'apprentissage
- Collaboration avec / soutien à d'autres groupes de travail sur MYE
- Boîte à outils Y+ Global We Matter, Value Us
- Programme Jeunes leaders émergents (YEL)
- Document d'information de Y+ Global et HJWW sur les jeunes et la dépénalisation du VIH
- Leadership et mentorat des jeunes

- Les jeunes dans les structures de gouvernance de Los Angeles
- Octroi de subventions avec et pour les organisations dirigées par des jeunes et au service des jeunes

Principales opportunités

- ICASA 2023, 2025
- SIDA2024
- Journées internationales : à déterminer
- Travailler avec le groupe de travail PMEL pour mettre en œuvre le tableau de bord We Matter, Value Us parmi les partenaires et les bénéficiaires de subventions de Los Angeles



Exemples de bonnes pratiques de Love Alliance

PNB+ (www.gnpplus.net) crée le programme Young Emerging Leaders (YEL) avec Y+ Global. YEL va identifier et former une équipe d'élite de jeunes défenseurs et défenseuses mondiaux. Nous prévoyons de doter cette cohorte de la confiance et des compétences nécessaires pour exprimer de manière significative les besoins des jeunes sur les plateformes mondiales.

Le Réseau mondial des jeunes vivant avec le VIH (Y+ Global) (www.gnpplus.net) Y+ Global est une organisation au service des jeunes et dirigée par des jeunes qui a inclus la diversité dans tous les aspects du travail et dans les documents et politiques organisationnels. Nous incluons les jeunes dans la diversité même au niveau du personnel. Y+ Global soutient la représentation diversifiée des sexes au sein des comités nationaux, y compris les processus du Fonds mondial et les CCM. Nos programmes sont orientés en interne sur les principes d'inclusion de la diversité qui prennent en compte le genre à tous les niveaux de la gestion et de la mise en œuvre des programmes.

Lors de la 24e Conférence internationale sur le sida à Montréal en 2022, Y+ Global a organisé des plateformes virtuelles pour soutenir la participation à la conférence des jeunes dans leur diversité qui n'ont pas pu y assister en personne.

Si la nature hybride en personne et en ligne de la conférence a élargi le potentiel de participation des groupes marginalisés à la conférence, les plateformes virtuelles ont créé un pont entre la participation en personne et en ligne en rassemblant les jeunes dans leur diversité et en offrant des opportunités de création de relations, de discussions et d'apprentissage partagé entre les jeunes participant virtuellement à la conférence.

Y+ Global a élaboré un guide pratique pour mettre en place et tirer le meilleur parti des plateformes virtuelles, que vous pouvez trouver ici : [https://yplusglobal.org/docs/resources/AIDS-2022-Virtual-Hub-English%20\(web\).pdf](https://yplusglobal.org/docs/resources/AIDS-2022-Virtual-Hub-English%20(web).pdf)



Ressources pour assurer un engagement éthique et significatif des jeunes dans leur diversité

- Y+ Global (2022) Boîte à outils sur l'engagement éthique et significatif des jeunes [Y+ Global | Ressources – Nous comptons, nous valorisons. \(yplusglobal.org\)](https://yplusglobal.org/)
- CHOICE et YOUACT (2017) La fleur de la participation <https://www.youthdoit.org/assets/Uploads/20171122-Flower-of-Participation-Narrative2.pdf>

References

6. <https://open.unaids.org/result-areas/young-people>
7. ONUSIDA 2021, Les jeunes et le VIH [UNAIDS 2021, Young People and HIV https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/young-people-and-hiv_en.pdf](https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/young-people-and-hiv_en.pdf)
8. ONUSIDA 2021, Les jeunes et le VIH [UNAIDS 2021, Young People and HIV https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/young-people-and-hiv_en.pdf](https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/young-people-and-hiv_en.pdf)



Domaine critique 3 : contrer le mouvement anti-genre



Objectifs

Dans ce domaine critique, la feuille de route du GYI aidera les partenaires de la Love Alliance à :

- Soutenir et renforcer les personnes vivant avec le VIH et les mouvements de populations clés pour qu'ils travaillent ensemble afin de garantir un espace civique sans restriction.

Qu'est-ce que le mouvement anti-genre ?

Le mouvement anti-genre est un mouvement international qui s'oppose à ce qu'il appelle l'idéologie du genre, la théorie du genre ou le genrisme (Kováts, Eszter, 2016).⁹ Il s'agit d'un mouvement décentralisé bien financé composé de forces conservatrices et religieuses, opérant à l'échelle nationale et transnationale pour lancer une attaque contre ce qu'il appelle « l'idéologie du genre » et pour influencer négativement le discours public et l'opinion en les détournant des droits LGBTIQ+, des droits des femmes, de l'éducation sexuelle complète et de la SDR, entre autres.^{10, 11} Le mouvement cherche à affirmer son pouvoir et à (r)établir les hiérarchies sociales et politiques qu'il considère comme ayant été érodées par la libéralisation des lois sur (par exemple) mariage égalité, l'avortement et les droits des femmes, entre autres.

Le Centre de politique étrangère féministe (CFFP) a entrepris une étude intitulée « Le pouvoir sur les droits : comprendre et contrer le mouvement transnational anti-genre », soutenue par les gouvernements allemand et finlandais. Dans son analyse, le CFFP fait allusion à la manière dont le mouvement anti-genre a pris de l'ampleur ces dernières années grâce à la formation d'alliances transnationales et à la mobilisation du conservatisme populaire pour la protection des « trois N : la nature, la nation et la normalité ». Cela est réalisé en confondant le discours sur une série de questions progressistes liées aux droits de l'homme en une seule grande menace afin de former des alliances improbables mais puissantes entre divers acteurs et actrices.

En revanche, les défenseurs ou défenseuses et les acteurs ou actrices des droits de l'homme et du genre sont moins bien financés, ont tendance à travailler en vase clos et croient à tort à une progression vers la sécurisation des droits. Le recul du droit à l'avortement aux États-Unis et dans certaines régions d'Europe est un exemple de la facilité avec laquelle des droits durement acquis peuvent être à nouveau perdus.

Une affirmation des principes féministes¹²

La (ré)affirmation des principes féministes par une coalition d'organisations et d'individus militants ou militantes féministes et LGBTIQ+ constitue une tentative de construire une solidarité et une action collective en réaffirmant les positions féministes en faveur du genre, du sexe et de la sexualité, dans une lettre ouverte. Plus précisément, ces organisations affirment les principes suivants :

1. L'universalité des droits de l'homme, la non-discrimination et le droit à la non-violence
2. Autonomie corporelle, intégrité et droit à l'identité
3. Droit de ne pas être soumis à la torture, aux mauvais traitements et aux abus médicaux
4. Les droits de l'enfant
5. Le sexe, le genre et la sexualité sont des constructions sociales
6. Intersectionnalité
7. Autodétermination et libération dans et sur tous les territoires, de tous les corps, collectifs, institutions, sociétés, économie et écologie
8. Défier les structures de pouvoir.

*Aucun de nous n'est libre tant
que nous ne le sommes pas tous*

Maya Angelou

Le mouvement anti-genre cible particulièrement les personnes transgenres, de genres divers et intersexuées (TGDI) au niveau social, politique et institutionnel, souvent à des fins politiques, en capitalisant sur la montée des mouvements populistes ultra-conservateurs, nationalistes, d'extrême droite et religieux. Le mouvement utilise un vocabulaire obscur des droits humains dans ses tentatives de restreindre ou de nier les droits humains des personnes transgenres, de genres divers et intersexuées, notamment en niant ou en créant des obstacles à leur revendication d'autonomie et d'autodétermination, de dépathologisation, d'intégrité mentale et corporelle, de reconnaissance légale du genre et de soins de santé affirmant le genre, de consentement éclairé, d'assainissement et de protection contre la discrimination et la torture.

Des analyses, notamment celles du GATE, suggèrent que les mouvements anti-genre gagnent en puissance et en portée géographique, et réussissent de mieux en mieux à repousser les gains durement acquis par les communautés LGBTIQ+. Il s'agit d'un domaine de travail en cours qui englobe le renforcement des capacités des mouvements TGDI à répondre efficacement à l'opposition des mouvements anti-genre.¹³

Les principes de Yogyakarta

Outre un certain nombre d'instruments relatifs aux droits de l'homme axés sur l'égalité des genres, notamment par l'autonomisation des femmes et des filles,¹⁴ [le Principes de Yogyakarta \(2006\)](#) et le [Principes de Yogyakarta +10 \(2017\)](#) Les principes internationaux relatifs à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre constituent un guide universel des droits de l'homme qui affirme des normes juridiques internationales contraignantes auxquelles tous les États doivent se conformer. Les 29 principes initiaux abordent un large éventail de normes internationales relatives aux droits de l'homme et leur application aux questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

Il s'agit notamment du droit à l'égalité et à la non-discrimination, du droit de ne pas être soumis à la torture, du droit au travail, à la sécurité et à un logement sûr, ainsi que de la liberté de pensée, d'expression et d'association. Le 10 novembre 2017, un groupe d'experts a publié neuf (9) principes supplémentaires, reflétant les évolutions postérieures à 2006. Les principes de Yogyakarta +10 contiennent également 111 « obligations supplémentaires des États » liées à des domaines tels que la torture, l'asile, la vie privée, la santé et la protection des défenseurs des droits de l'homme.



Principaux messages de plaidoyer pour contrer le mouvement anti-genrent

Pourquoi c'est important

1. Le mouvement anti-genre menace la sécurité, la dignité et le bien-être des LGBTQI+ les personnes et les travailleurs du sexe de tous les genres, et porte atteinte à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles dans leur diversité.
2. L'engagement de la stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 visant à réduire le nombre de pays dotés de lois qui entravent l'accès aux services liés au VIH et à la santé sexuelle et reproductive à moins de 10 % d'ici 2025. Il s'agit de l'un des trois nouveaux objectifs de « facilitation sociétale » qui visent à éliminer les obstacles liés au genre et aux droits de l'homme en matière de prévention, de traitement et de soins du VIH. 68 pays¹⁵ – plus de la moitié d'entre eux en Afrique – criminalisent les relations entre personnes de même sexe, 130 certains aspects du travail du sexe et 30 le fait d'être transgenre (bien que l'absence de protection explicite pour les personnes transgenres - ou même de reconnaissance juridique de celles-ci - dans la plupart des pays puisse également être considérée comme une forme de criminalisation de facto). Cependant, ces lois ne sont pas irréversibles. Un plaidoyer réussi a conduit à la dépénalisation des relations entre personnes de même sexe dans plusieurs pays africains, dont le Botswana (2019), l'Angola (2019) et le Mozambique (2015), et plus récemment le Gabon en 2020.



Considérations clés

3. Les militants anti-genre ont récupéré un langage de droits humains et de protection de l'enfance pour promouvoir des objectifs qui, en réalité, cherchent à saper les droits des femmes, des personnes LGBTQ+, des travailleurs du sexe et d'autres populations socialement marginalisées, y compris les enfants.¹⁶ En règle générale, les mouvements anti-genre cherchent à promouvoir les « valeurs familiales », à interdire et/ou à punir l'homosexualité, à promouvoir ou à maintenir la criminalisation du travail du sexe, des travailleurs du sexe et/ou de leurs clients, et à interdire ou à limiter l'accès à des soins d'avortement complets et à une éducation sexuelle complète.

Ils positionnent les LGBTQI+ les individus et les féministes comme une menace pour la société - et nos programmes de droits (en particulier la SDSR) comme un danger pour les enfants. Nous devons comprendre la manière dont le langage des droits est utilisé par le mouvement anti-genre pour restreindre les droits de certains groupes afin que nous puissions repérer quand un langage à consonance progressiste est utilisé pour saper notre programme

4. Les bailleurs de fonds et les donateurs anti-genre privilégient les activités de « construction du monde » à long terme plutôt que des projets ou programmes spécifiques et limités dans le temps. Cela signifie que le mouvement est extrêmement bien financé et qu'il n'est pas surchargé par la réalisation d'objectifs ou de buts spécifiques à court ou moyen terme. Cela signifie que les organisations peuvent être ambitieuses et prendre des risques. En comparaison, les mouvements féministes, LGBTQI+ les droits et autres organisations de santé sexuelle et reproductive, de procréation assistée et de droits de l'homme ont tendance à s'appuyer sur un financement à court terme, restreint et spécifique à un projet, avec de lourdes charges administratives et de rapportage.¹⁷

Ce que nous voulons/avons besoin

5. Nous avons besoin d'une solidarité, d'une coordination et d'une collaboration entre les mouvements, y compris de la part des partenaires donateurs ou donatrices. Ceux et Celles qui luttent contre le sexisme, le racisme, le colonialisme et font progresser les droits des femmes et des filles, des personnes LGBTQ+, des enfants et des personnes handicapées doivent travailler ensemble pour protéger l'espace civique et contrer le mouvement anti-genre.
6. Nous avons besoin d'investissements soutenus, notamment de financements flexibles, fondés sur la confiance, à long terme et de base ou sans restriction. Pour les organisations féministes, de défense des droits des femmes, des droits LGBTQ+ et d'autres organisations dirigées et au service de la communauté afin de garantir le leadership et l'engagement de la communauté



- 7. Nous avons besoin d'un ensemble de messages consolidés de lutte contre les mythes sur le genre qui peuvent être utilisés dans les espaces de haut niveau, le discours public et le dialogue social pour contrer les récits hétéronormatifs sur le genre.** Par exemple, être gay est une maladie mentale ou une « condition » qui peut être « guérie » par la prière, la compassion ou une thérapie de réadaptation/de conversion ; si une femme est « trop » instruite ou a trop de succès, elle ne trouvera jamais de mari ; les travailleurs du sexe sont des « briseurs de ménage » ou la cause de ruptures de mariages/relations ; que l'homosexualité ou le fait d'être transgenre sont des idées « importées », « occidentales » et essentiellement « non africaines »
- 8. Nous voulons avoir accès aux services.** La couverture sanitaire universelle (CSU) offre l'occasion de faire valoir la santé comme un droit humain fondamental, ou « santé pour tous et toutes ». Les éléments fondamentaux de la CSU sont inscrits dans un certain nombre de conventions internationales relatives aux droits de l'homme ainsi que dans les constitutions nationales. Elle peut être un moyen de parvenir à l'équité en matière de santé et au droit à la santé, indépendamment de l'âge, du sexe, de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle, du statut VIH ou d'autres facteurs socio-économiques d'une personne.
- 9. Nous voulons la dépénalisation. Les lois punitives doivent être revues et réformées.** Il s'agit notamment de lois qui criminalisent les relations sexuelles entre personnes du même sexe, le travail du sexe, la non-divulgaration, l'exposition et la transmission du VIH, et la consommation personnelle de drogues. Nous devons faire acquérir aux communautés, aux forces de sécurités ou de défenses et aux membres du système judiciaire des connaissances juridiques afin qu'ils puissent utiliser la loi pour protéger nos droits et libertés fondamentaux, au lieu de l'utiliser contre nous.
- 10. Nous voulons que les familles et les communautés nous soutiennent pour nous aider à maintenir notre bien-être.** Cela nécessite un soutien spécifique en matière de santé mentale et, si nécessaire, des services de médiation familiale adaptés à nos besoins, fournis par des conseillers ou conseillères pairs ou des prestataires dûment formés-es.



Véhicules clés

- Webinaire/événement d'apprentissage examinant le mouvement anti-genre et son impact négatif sur la réponse mondiale au VIH
- Rapport de l'ISDAO « Qui a peur du genre ? »
- [Recueil de terminologie sur le VIH](#)
- [affirmation des principes féministes](#) (voir encadré ci-dessus) est une source d'alliance, de langage unificateur et de messages de plaidoyer qui peuvent être utilisés dans la construction de mouvements et de solidarité pour contrer l'opposition
- Campagne GNP+ Not a Criminal, qui sensibilise et fait pression pour la suppression des lois punitives
- Rapports de l'EPU dans les pays concernés
- Réunion de haut niveau sur la CSU

Principales opportunités

- Travailler avec le groupe de travail sur le plaidoyer pour surveiller l'opposition (par exemple via Not a Criminal), diffuser et activer le Recueil de langage sur le VIH
- Changement de visage, Changement d'espace
- IDAHOBIT
- Les femmes accouchent, 2023
- CSW



Exemples de bonnes pratiques de Love Alliance

L'ISDAO et le Queer African Youth Network (QAYN) ont commandité une [étude](#) a porté sur l'idéologie du genre et les campagnes anti-genre au Burkina Faso, au Ghana et au Sénégal. Cette étude visait à mieux comprendre la structure, l'organisation et la manifestation du/des mouvement(s) « anti-genre » en Afrique de l'Ouest.

L'étude a révélé que, bien que dispersées, les actions et la rhétorique des acteurs et actrices anti-genre dans la région sont claires et visibles et adhèrent à une rhétorique unifiée et unificatrice ayant un impact négatif sur les mouvements féministes, et les organisations LGBTIQ+ . Le rapport fournit des recommandations pour renforcer le mouvement LGBTIQ+ et développer la résilience aux niveaux individuel, familial, communautaire et sociétal, notamment par le biais de la création de mouvements transnationaux.



Ressources pour contrer le mouvement anti-genre

- Groupe de bailleurs de fonds Elevate Children (2021) [Fabriquer la panique morale : utiliser les enfants comme une arme pour saper la justice de genre et les droits humains](#)
- Assemblée générale de l'ISDAO (2022) [Qui a peur du genre ?](#)
- La pointe de l'iceberg - <https://www.epfweb.org/node/837>
- L'initiative de l'Observatoire sur l'universalité des droits (OURs)
- JASS (2019) [Défendre les droits dans des contextes hostiles : comprendre et affronter la répression contre les militants et l'espace démocratique en Afrique australe](#)
- Denkovski, et al (2021), Le [Travaux du Centre pour la politique étrangère féministe sur la lutte contre les campagnes anti-genre](#)
- Love Alliance, Laboratoire de politique sur le VIH, Institut O'Neill (2022) [Recueil de terminologie sur le VIH](#)

References

9. du site Web de GATE
10. [Répondre au mouvement anti-genre - ILGA-Europe](#)
11. <https://centreforfeministforeignpolicy.org/2022/11/15/power-over-rights-understanding-and-countering-the-anti-gender-campaigns/>
12. [Lettre | Affirmation féministe](#)
13. GATE
14. Il s'agit notamment de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et de l'Objectif de développement durable n° 5.
15. <https://76crimes.com/76-countries-where-homosexuality-is-illegal/>
16. Voir par exemple, [rapport-sur-la-panique-morale-dans-le-secteur-de-la-fabrication.pdf \(showit.co\)](#)
17. Ibid, page 12.

Annexe 1 : Données mondiales sur le VIH mettant en évidence les inégalités¹⁸

Les inégalités marquées, au sein des pays et entre eux, freinent les progrès dans la lutte contre le VIH, et le VIH creuse encore davantage ces inégalités.

Chaque jour, 4 000 personnes, dont 1 100 jeunes (âgés de 15 à 24 ans), sont infectées par le VIH. Si la tendance actuelle se poursuit, 1,2 million de personnes seront nouvellement infectées par le VIH en 2025, soit trois fois plus que l'objectif de 370 000 nouvelles infections pour 2025.

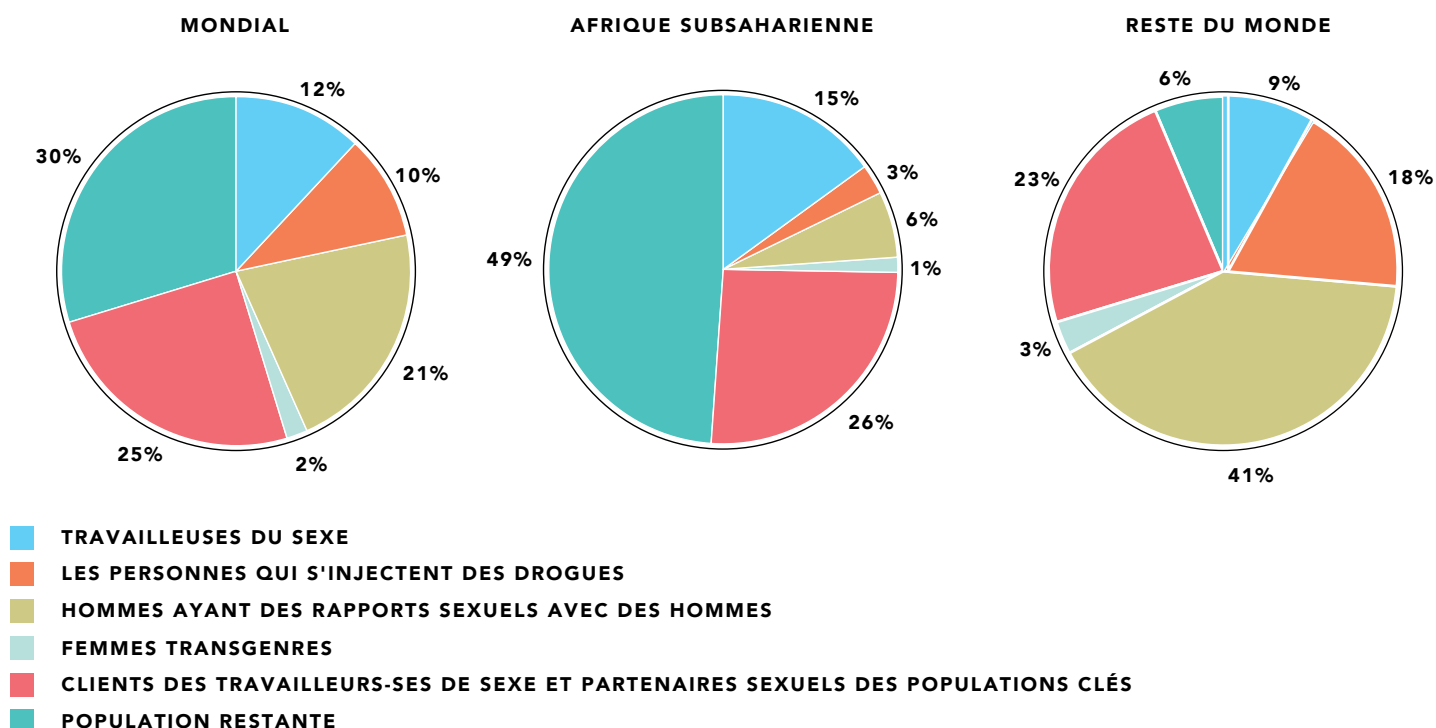
En 2021, toutes les deux minutes, une adolescente ou une jeune femme a été infectée par le VIH. La pandémie de COVID-19 a entraîné des perturbations dans les principaux services de traitement et de prévention du VIH, la déscolarisation de millions de filles et une augmentation des grossesses chez les adolescentes et des violences sexistes.

Les personnes ayant moins de pouvoir social et moins de protection juridique sont souvent plus exposées au risque d'infection par le VIH. Les adolescentes et les jeunes femmes (de 15 à 24 ans), dont une est infectée par le VIH toutes les trois minutes, ont trois fois plus de risques de contracter le VIH que les adolescents et les jeunes hommes du même groupe d'âge en Afrique subsaharienne.

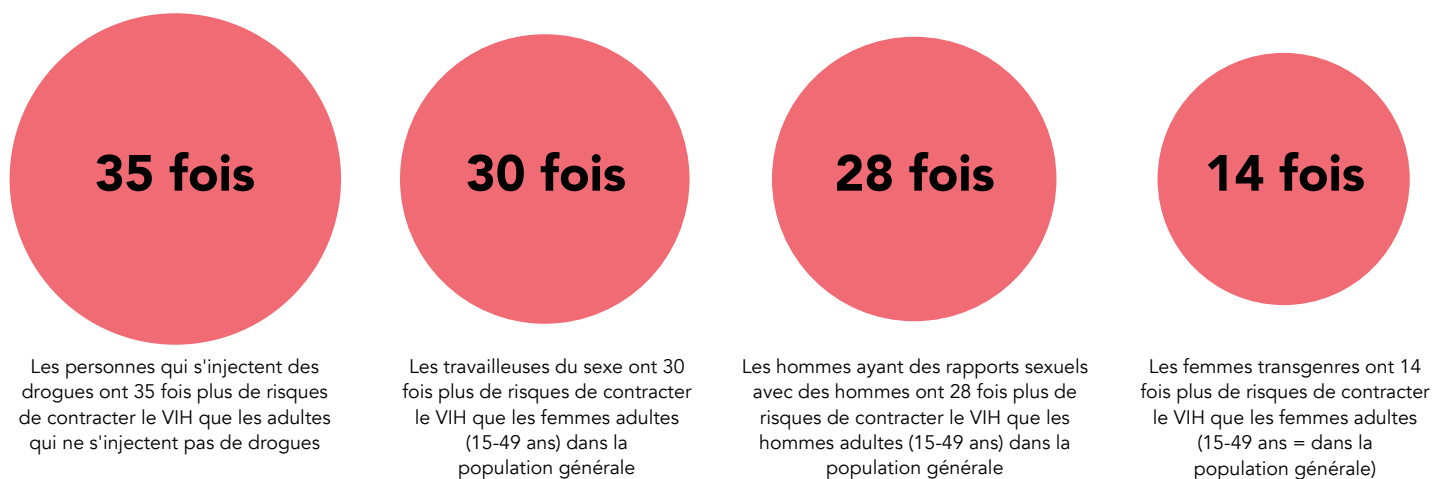
Des estimations mondiales basées sur des données de 2000 à 2018 indiquent également que plus d'une femme mariée ou en couple sur dix âgée de 15 à 49 ans a subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part de son partenaire intime au cours des 12 derniers mois. En outre, l'épidémie de violences domestiques à l'égard des femmes dans le monde s'est considérablement intensifiée pendant la pandémie de COVID-19.

Les populations clés représentent moins de 5 % de la population mondiale, mais elles et leurs partenaires sexuels ont représenté 70 % des nouvelles infections par le VIH en 2021 (Figure 1). Dans chaque région du monde, il existe des populations clés qui sont particulièrement vulnérables à l'infection par le VIH (Figure 2).

➤ Figure 1 : Répartition des nouvelles infections par le VIH selon la population, dans le monde, en Afrique subsaharienne et dans le reste du monde, 2021 (source: [UNAIDS Global AIDS update 2022](#))



➤ Figure 2 : Risque relatif d'acquisition du VIH (2021) (source: [UNAIDS Global AIDS update 2022](#))



Annexe 2 : Contribution aux engagements de la Déclaration politique de 2021 sur le VIH et le sida¹⁹

Paragraphe 63 : S'engager à mettre l'égalité des genres et les droits de l'homme au cœur de nos préoccupations. de toutes les femmes et de toutes les filles dans diverses situations et conditions au premier plan des efforts visant à atténuer le risque et l'impact du VIH en :

(d) Éliminer toutes les formes de violence sexuelle et sexiste, y compris la violence conjugale, en adoptant et en appliquant des lois, en modifiant les stéréotypes sexistes néfastes et les normes, perceptions et pratiques sociales négatives, et en fournissant des services adaptés qui s'attaquent aux formes multiples et croisées de discrimination et de violence auxquelles sont confrontées les femmes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter ou touchées par le virus ;

(e) Réduire à 10 % au maximum le nombre de femmes, de filles et de personnes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter ou affectées par le virus, qui sont victimes d'inégalités fondées sur le sexe et de violences sexuelles et sexistes d'ici à 2025.

Paragraphe 64. Principe d'engagement en faveur d'une plus grande participation des personnes vivant avec le VIH/SIDA et de donner aux communautés de personnes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter et affectées par le virus, notamment les femmes, les adolescents et les jeunes, les moyens de jouer leur rôle essentiel de leadership dans la réponse au VIH.

(a) Veiller à ce que les réseaux mondiaux, régionaux, nationaux et infranationaux concernés et les autres communautés affectées soient inclus dans la prise de décision, la planification, la mise en œuvre et le suivi de la réponse au VIH et bénéficient d'un soutien technique et financier suffisant ;

(b) Créer et maintenir un environnement sûr, ouvert et propice dans lequel la société civile peut pleinement contribuer à la mise en œuvre de la présente déclaration et à la lutte contre le VIH/sida ;

Paragraphe 65. S'engager à éliminer la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et à respecter, protéger et réaliser les droits humains des personnes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter ou affectées par le virus, par des investissements concrets en ressources et l'élaboration de lignes directrices et de formations pour les prestataires de soins de santé,

(a) Créer un environnement juridique favorable en révisant et en réformant, selon les besoins, les cadres juridiques et politiques restrictifs, y compris les lois et pratiques discriminatoires qui créent des obstacles ou renforcent la stigmatisation et la discrimination, telles que les lois sur l'âge du consentement et les lois relatives à la non-divulgence du VIH, à l'exposition et à la transmission du VIH, celles qui imposent des restrictions de voyage liées au VIH et des tests obligatoires, et les lois qui ciblent injustement les personnes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter et affectées par le virus, l'objectif étant de faire en sorte que moins de 10 % des pays disposent de cadres juridiques et politiques restrictifs qui conduisent au refus ou à la limitation de l'accès aux services d'ici à 2025 ;

(b) Adopter et appliquer des lois, des politiques et des pratiques qui préviennent la violence et d'autres violations des droits des personnes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter ou affectées par le virus, et qui protègent leur droit au meilleur état de santé physique et mentale possible, leur droit à l'éducation et leur droit à un niveau de vie adéquat, y compris une alimentation, un logement, un emploi et une protection sociale adéquats, et qui empêchent le recours à des lois discriminatoires à leur égard ;

(d) Mettre fin à l'impunité pour les violations des droits de l'homme commises contre les personnes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter ou affectées par le virus, en les mobilisant de manière significative et en leur garantissant l'accès à la justice par la mise en place de programmes d'éducation juridique, en améliorant leur accès à l'assistance et à la représentation juridiques et en élargissant la formation de sensibilisation des juges, des forces de l'ordre, des agents de santé, des travailleurs sociaux et des autres responsables

(e) Œuvrer à la réalisation de l'objectif de zéro stigmatisation et de zéro discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH, exposées au risque de le contracter ou affectées par le virus, en veillant à ce que moins de 10 % d'entre elles soient victimes de stigmatisation et de discrimination d'ici à 2025, notamment en exploitant le potentiel du principe « indétectable = intransmissible » ;

References

18. Toutes les statistiques de cette sous-section proviennent du rapport « En danger » de l'ONUSIDA sur la mise à jour mondiale du sida 2022, disponible à l'adresse [Rapport complet – En danger : Mise à jour mondiale sur le sida 2022 de l'ONUSIDA \(aidsdatahub.org\)](https://aidsdatahub.org) (consulté le 18 octobre 2022)
19. [Déclaration politique sur le VIH et le sida : mettre fin aux inégalités et se mettre sur la bonne voie pour mettre fin au sida d'ici 2030 | ONUSIDA](#)



Publié en avril 2024
© 2024 Love Alliance
Écrit par : Luisa Orza
Conçu par : Y+ Global et
en collaboration avec le
groupe de travail GYI.